

LA SOCIÉTÉ IRANIENNE AUJOURD'HUI

Les différentes forces sociales

La bourgeoisie

Depuis la fin du XIX^e siècle, ses différentes composantes étaient étroitement liées au régime du Chah et aux intérêts occidentaux.

Au début des années 1950, une fraction d'entre elle, derrière Mossadegh, tente de relâcher la mainmise occidentale en nationalisant le pétrole. Cette expérience prend brutalement fin en 1953 par un coup d'État organisé par la CIA qui met en place une dictature implacable autour du Chah. Celle-ci permet un enrichissement conséquent des classes dominantes.

Lorsque la monarchie est à bout de souffle à la fin des années 1970, Shapour Bakhtiar, le dernier Premier ministre du Chah échoue à organiser une transition en douceur. En 1979, une grande partie de la bourgeoisie prend alors le chemin de l'exil avec ses capitaux.

Le discrédit des partis nationalistes et la grande faiblesse des partis de gauche facilitent la prise en main du pouvoir par le clergé.

Autour du régime religieux, une nouvelle couche de possédants se met en place :

- dans les années 1990, le président Rafsanjâni, devient un des hommes les plus riches du pays,
- le pouvoir économique des Pasdarans, très liés au Président Ahmanidejad au pouvoir depuis 2005, ne cesse de se renforcer.

Le Bazar

Constitué autour du commerce traditionnel et de l'artisanat, le bazar a vu son importance économique décroître avec la mainmise de l'Occident, puis la politique du régime monarchique. Il souffre actuellement de l'invasion de produits venant de Chine, le principal partenaire commercial de l'Iran.

Le bazar est traditionnellement étroitement lié au clergé chiite qu'il finance généreusement.

Le rôle spécifique du clergé chiite

Il est traditionnellement lié au bazar dont la situation a été attaquée par le Chah. Grâce à ses moyens financiers importants et à ses réseaux de mosquées, écoles et oeuvres charitables, le clergé a joué le rôle de contre-pouvoir au Chah. Il est simultanément apparu comme le symbole de la résistance à la mainmise occidentale.

En 1979, seule force organisée nationalement à un niveau de masse, le clergé s'est rapidement emparé de la totalité du pouvoir. Il a rapidement verrouillé un dispositif étatique lui permettant de conserver le pouvoir durablement : prééminence du Guide suprême, sélection préalable des candidats autorisés à se présenter aux élections, etc.

Tout en appliquant des programmes économiques ultra-libéraux, le pouvoir religieux n'est pas avare de postures anti-impérialistes : occupation de l'ambassade américaine en 1980 après l'échec de l'offensive contre les kurdes, revendication du droit à l'arme atomique, etc.. Il s'agit avant tout pour le régime de gagner un soutien populaire, isoler ses adversaires intérieurs et rechercher des soutiens internationaux. Suite à la non-stabilisation du clergé en parti politique, les divergences se traduisent depuis par des affrontements entre clans.

La paysannerie

Elle a été remodelée dans les années 1960 par la « révolution blanche » du dernier Chah. Celle-ci a vu la mise en place d'une couche de propriétaires moyens, et un afflux massif des plus pauvres vers les villes. Durant le siècle passé, les paysans n'ont jamais joué un rôle politique considérable en Iran.

Les populations urbaines pauvres

Provenant en grande partie des campagnes, elles s'amassent en ville dans les taudis et les bidonvilles. Elles constituent une main-d'œuvre bon marché pour l'industrie et un vivier potentiel pour le clergé chiite. Ce sont les mobilisations des populations pauvres vivant dans la banlieue de Téhéran contre les projets de démolition des constructions « illégales » qui ont déclenché les premiers mouvements de masse ayant abouti à la révolution de 1979. De nouvelles révoltes pourraient surgir parmi ces populations, vu la misère dans laquelle elles continuent à vivre et les émeutes sporadiques qui secouent ces zones.

La classe ouvrière

Elle est historiquement faible numériquement et peu concentrée, sauf dans l'industrie pétrolière. Elle a connu une croissance importante à partir du milieu des années 1960 avec le développement d'une industrie de montage.

La classe ouvrière a connu plusieurs tentatives de s'organiser syndicalement pendant le xx^e siècle. Elle a joué un rôle capital dans la chute du Chah, avec notamment le blocage de l'industrie pétrolière. Toutes ces tentatives de structuration ont été rapidement brisées par une répression féroce.

Les partis politiques se réclamant de la classe ouvrière ont connu un sort comparable avec notamment la répression contre le PC dans l'entre-deux-guerres puis du Toudèh dans les années 1950. La tradition communiste a été largement discréditée suite aux bonnes relations que l'URSS et de la Chine entretenaient avec le régime du Chah. L'échec des partisans de la lutte armée dans les années 1970 n'a pas permis la refondation de courants marxistes, mais a permis de donner une image positive à la gauche se réclamant de cette tradition.

Au début des années 1980, quand le régime a tenté, une première fois, de changer de fond en comble le Code du travail afin de le baser sur la Charia, la résistance des travailleurs à l'échelle nationale, a forcé le régime à reculer et à abandonner totalement cette idée. Mais peu après, profitant de la guerre avec l'Irak, l'État islamique a écrasé le mouvement ouvrier.

Depuis 2004, on assiste à un développement des luttes ouvrières et des tentatives

de constituer des organisations syndicales. Face à la répression, la solidarité envers elles est plus nécessaire que jamais. L'importance du rôle des travailleurs a pu se vérifier lors des mobilisations de 2009.

La jeunesse étudiante

Elle a toujours été un foyer de la résistance au pouvoir depuis l'époque du Chah et en a payé lourdement le prix.

Dans les années 1960, la jeunesse estudiantine a été le berceau des organisations de la gauche radicale qui se sont lancées dans la lutte armée : Fedayines du peuple (1963), et Modjahédines du peuple (1965). Le régime islamique a tenté de briser le mouvement des étudiants par sa « Révolution culturelle » des années 80, mais l'université est restée un foyer de protestation.

De nos jours, une partie d'entre elle aspire à la démocratie, au mode de vie occidental... et à l'exil. Les jeunes ont eu une place importante dans les mobilisations de 2009. D'après le dernier recensement, 60 % des étudiants sont aujourd'hui des femmes.

L'intelligentsia

Une grande partie des Iraniens ayant fait des études aspire à un changement de régime.

Plusieurs centaines de milliers ont dû s'exiler pour échapper à la répression du temps du Chah, puis celle des mollahs. La littérature politique, de gauche comme de droite, produite par ces exilés est impressionnante et parmi les plus prolifiques des pays de la région du proche et moyen Orient. Ceux qui sont restés au pays ont tenu une grande place dans les mobilisations de 2009.

Les femmes

Souvent présentées comme la « source principale du mal » sur la terre, elles subissent les lois moyenâgeuses et réactionnaires du régime religieux les réduisant officiellement au rang de citoyens de seconde zone. Elles subissent de plus en plus d'actes de violence.

Malgré cela, les femmes symbolisent l'échec de la volonté du régime religieux d'imposer une islamisation de la société. En 30 ans de régime islamique, le nombre moyen d'enfants par femmes est par exemple passé de 7 à 2¹. Elles sont plus nombreuses à faire des études supérieures que les hommes et ont pris une place importante dans les mobilisations de 2009.

Les minorités nationales

Environ la moitié des Iraniens appartiendraient à des minorités nationales. Depuis des siècles celles-ci se heurtent à la volonté de domination du pouvoir central, ce qui crée périodiquement des situations explosives.

1. Le nombre d'enfants par femmes est passé de 7 en 1978, à 5,3 en 1989, et 1,9 en 2007. Marie Ladier-Fouladi « *Iran, un monde de paradoxes* » (Atalante 2009, pp 57-58 et 346).

Un pays multi-ethnique

Comme on peut le constater sur la carte des ethnies en Iran, différents peuples vivent en Iran. Les Perses, les Turcs et les Kurdes sont les plus nombreux. Très centralisé et dominé par l'élite perséphone, l'État central iranien contemporain a toujours opprimé les peuples non persans. Les régimes monarchique et islamique n'ont pas reconnu le droit de ces peuples à parler leur langue maternelle à l'école, ou de disposer des média dans celle-ci. Ils ont toujours eu recours sur ce sujet à une extrême brutalité.

Les demandes d'autonomie des militants de ces peuples sont systématiquement étiquetées de « séparatisme » et étouffées dans le sang. Mais l'histoire de l'Iran est inséparable de l'histoire des luttes de ces peuples pour l'obtention de leurs droits. Parmi celles-ci, la lutte des Kurdes pour leur droit à l'autonomie ainsi que pour d'autres droits légitimes se distingue par sa continuité et ses épisodes de luttes sanglantes et armées. Le Kurdistan iranien a été un des principaux berceaux de la



résistance contre le régime monarchique. Il a été très actif pendant la période révolutionnaire permettant la chute du régime monarchique. Les Kurdes ont revendiqué leurs droits nationaux pendant et après la révolution de février 1979. C'est pour cela que le régime islamique, dès sa prise de pouvoir, sur l'ordre direct de Khomeiny a tenté d'écraser le mouvement kurde en envoyant l'armée dès le printemps 1979. C'est là aussi que le nouveau régime a subi sa première défaite contre les « peshmergas » kurdes soutenus activement par tout un peuple. Ce n'est qu'ensuite, et avec le commencement de la guerre Iran-Irak, que le régime réussira à imposer son autorité et défaire le mouvement national des Kurdes.

Le peuple Turkmène, au nord, a subi le même sort que les Kurdes après que, sur le plateau de Gorgan (au nord-est de l'Iran), des « conseils paysans » aient chassé les grands propriétaires terriens, et occupé les grandes terres agricoles de cette région. Le nouveau régime islamique n'a même pas voulu négocier. Il a profité du manque de liens entre ce mouvement et le reste du pays. Il s'est également servi des dissensions provoquées par la direction de l'Organisation de Fédayines du peuple, la force organisée dominante dans cette région : celle-ci était en train de changer de bord et se diriger vers une défense du régime dans lequel il voyait désormais un « pouvoir anti-impérialiste dirigé par l'Imam Khomeiny ». Le pouvoir a écrasé le mouvement en envoyant l'armée et les « Gardiens de la Révolution Islamique » qui venaient d'être mis sur pieds.

Le peuple arabe du sud d'Iran, la région stratégique et pétrolière d'Iran, n'a pas été épargné. Dès l'installation du pouvoir islamique, les forces armées du régime ont attaqué et détruit de nombreux centres culturels fondés par les militants de la cause arabo-iranienne. Des dizaines de militants ont été exécutés et des centaines d'autres ont été emprisonnés et torturés.

Ces exemples montrent que la question nationale en Iran est très importante et sensible. L'État central ne tolère aucune revendication nationale, ce qui confirme que les droits des minorités nationales ne peuvent pas être résolus dans le cadre des régimes de ce type.

La situation des femmes

par **BEHROOZ FARAHANY***

IRAN

Socialement et politiquement les femmes iraniennes ont été les premières victimes de l'installation d'un régime clérical islamique en Iran. Khomeiny, même en exil, avait exclu de déroger aux règles de la charia islamique concernant, entre autres, l'interdiction faite aux femmes d'occuper les postes de responsabilités juridiques.

La tendance à marginaliser socialement les femmes ne date pas de l'ère Khomeiny.

Le clergé en Iran a toujours joué un rôle de premier plan dans l'opposition à tout progrès de la condition des femmes.

Depuis la Révolution constitutionnelle de 1906 jusqu'à la prise du pouvoir par le clergé en 1979, celui-ci n'a pas cessé de combattre les avancées relatives aux droits des femmes.

En ce qui concerne Khomeiny, sa protestation contre le régime du Chah au moment de la réforme agraire (1963) était avant tout une opposition aux nouveaux droits accordés aux femmes par le régime monarchique.

Concernant les droits des femmes, on peut ainsi résumer les grandes lignes de l'idéologie des ayatollahs chiites iraniens. Dans leur vision du monde, les droits des femmes ne sont pas déterminés par les êtres humains et les conditions sociales d'une période déterminée, mais par leur « place naturelle et définie par Dieu ». Le rôle social de la femme est d'être avant tout une épouse soumise à l'homme qui garantit son pain quotidien. Le devoir sacré de la femme est la reproduction, et donc de mettre au monde des enfants. Le slogan favori des ayatollahs est « Le paradis est sous les pieds des mères ! ». Être femme et mère au foyer est le « travail divin » accordé aux femmes ! Dans cette vision du monde, les hommes ont le pouvoir de « mettre fin au contrat » de mariage quand ils le souhaitent. En bref pour eux, l'inégalité est dans l'ordre naturel et divin des rapports entre les humains et, selon la volonté divine, les femmes sont inférieures aux hommes en droit.

Cela dit, il faut noter que le regard paternaliste et misogyne de la société iranienne ne date pas du régime islamique. Le Chah lui-même était un exemple flagrant de misogynie en son temps. Il l'avait assumé ouvertement dans un célèbre entretien dévastateur avec Oriana Fallaci, en 1973, dans lequel il explique que les femmes sont à peine bonnes pour la cuisine et incapables de grandes prouesses. Une autre histoire montre la domination masculine à cette époque : au milieu des années 70, la sénatrice Mehranguiz Manouchehrian avait proposé d'éliminer l'obligation pour les femmes mariées d'obtenir l'autorisation de leur

mari pour sortir du territoire. Non seulement cette demande a été violemment rejeté, mais Mme Manouchehrian a été forcée de démissionner.

Les femmes, tout « naturellement », ont été les premières victimes de l'établissement du régime islamique en Iran, et cela s'est notamment traduit dans le monde du travail.

Pour mieux comprendre ce phénomène il faut comparer les statistiques du régime monarchique et ceux du régime islamique.

Nous disposons de trois statistiques concernant la période monarchique : les recensements des années 1956, 1966 et 1976 :

En 1956, 9,2 % des femmes travaillaient et la part du travail féminin était de 9,7 % de la population active.

En 1966, 12,6 % des femmes travaillaient et la part du travail féminin était de 14,5 % de la population active.

En 1976, 12,9 % des femmes travaillaient et la part du travail féminin était de 14,8 % de la population active. La population des femmes et des filles de plus de 10 ans s'élevait à 11,236 millions. Il faut souligner qu'en 1976 les femmes avaient une participation très active dans le monde du travail, et plus jamais ce pourcentage n'a été atteint contrairement à la propagande officielle du régime islamique.

Malheureusement, ces statistiques ne comportent pas de chiffres précis concernant la répartition de cette force du travail féminine entre les différents secteurs. Mais nous disposons des divers rapports qui donnent un aperçu assez clair : 50 % de ces travailleuses sont employées dans la production dont 2,59 % dans le secteur agricole, 7,40 % dans la grande industrie et 12,77 % dans les services.

Le reste d'entre elles sont actives dans le travail non couvert par le Code du travail, comme le travail domestique. Mohammad Sodagar, un des rares chercheurs qui s'est occupé de ce problème résume la situation comme suit :

« Les femmes ont accès à des postes techniques, professionnels, commerciaux et bureaucratiques. Très peu obtiennent des postes de responsabilités commerciales et administratives.

En général les travailleuses subissent la double pression du système capitaliste et de l'ordre patriarcal. Elles forment la majorité des démunis de la société.

La plupart des emplois offerts aux travailleuses sont très peu payés et considérés comme très dévalorisants. La quasi-totalité des tisseurs de tapis et des travailleurs de services de nettoyages privés et publics sont des femmes.

Et même si, selon la loi, payer des salaires moindres pour les femmes est interdit, à travail égal il existe une énorme différence de salaire, de primes de d'augmentation de salaires entre les hommes et les femmes.¹ »

En ce qui concerne le régime islamique, nous disposons de deux recensements datant de 1986 et 2000. D'après des études récentes, la situation des femmes ne s'est pas améliorée depuis.

Les femmes étaient 164,4 millions en 1976 et 24,1 millions en 1986. La part du travail féminin dans la population active était de 10,20 %. Selon ces statis-



Manifestation pendant la révolution iranienne à l'occasion de la journée internationale des femmes du 8 mars.

tiques, entre 1976 et 1986 la part des travailleuses dans le secteur public a baissé de 14,70 % à 11,8 % et dans le secteur privé de 13,50 % à 7 %. Dans la grande industrie, la part de travail des travailleuses est passé de 10,50 % avant 1979, à 3,9 % après 1979.

Pendant cette décennie, 428 000 travailleurs ont perdu leurs emplois dont 419 000 dans le textile, l'habillement et la corroierie. C'est-à-dire que sur les 428 000 travailleurs devenus chômeurs il y avait 240 000 travailleuses, ce qui est absolument disproportionné par rapport à la proportion du travail féminin dans l'ensemble du monde du travail. Cela ne peut être expliqué que par une politique volontairement hostile aux femmes.

La distribution dans différents secteurs est la suivante :

50 % des femmes travaillent dans les services, 16,60 % dans l'agriculture, 13,03 % dans l'industrie et 27 % dans le bâtiment.

Durant cette période, un changement significatif s'est opéré dans le secteur des services : la part des travailleuses est passée de 20 % en 1975 à 42 % en 1996. Cette augmentation de part du travail féminin dans un régime islamique qui tente de pousser les femmes « vers la cuisine », s'explique en partie par le résultat paradoxal d'une politique sexiste de séparation des hommes et des femmes dans les écoles et les hôpitaux : cette politique implique nécessairement l'embauche de femmes pour s'occuper des filles et des femmes dans ces domaines et ainsi empêcher les contacts avec les hommes.

Les raisons de cette baisse évidente de la force de travail féminin pendant la première décennie du règne de la république islamique peuvent être résumées comme suit :

- interdiction formelle d'embauche des femmes dans certains établissements comme l'Organisation des Industries nationales,
- incitation de départ à la retraite volontaire des femmes en offrant la possibilité d'acquisition d'années de cotisations,
- fermetures des crèches dans certains établissements publics,
- séparation des ateliers de travail féminin et masculin, et réduction du nombre d'ateliers féminins,
- propagande intense sur le « rôle sacré » des femmes en tant que mère et encouragement explicite au « retour des femmes au foyer »,
- proposition de postes à mi-temps aux travailleuses,
- licenciement pure et simple des femmes travailleuses,
- récession économique et conditions exceptionnelles provoquées par la guerre.

Des études très sérieuses menées par des spécialistes montrent que les femmes iraniennes ont résisté et n'ont pas cédé devant les tentatives de mise à l'écart et les intimidations directes et indirectes du régime².

Mais l'islamisation de la société laisse ses empreintes sur le travail féminin. Ainsi ce travail est concentré dans les secteurs des services, de l'éducation et de la santé. De plus, comme on l'a déjà vu, le nombre de femmes fonctionnaires a augmenté afin de rendre possible la politique sexiste généralisée concernant la séparation des femmes et des hommes dans les établissements publics. Le corollaire de cette situation est la baisse du taux du travail féminin dans le secteur privé.

Le seul point dans lequel le régime islamique peut se vanter d'avoir dépassé le régime monarchique est le taux d'alphabétisation et le niveau des études des femmes.

La part des femmes ayant fait des études secondaires et supérieures qui était de 18,5 % à l'époque monarchiste (1977) est passée à 43 % en 1997. En 2006-2007, 52,4 % des étudiants étaient des femmes.³ Le régime islamique leur barre néanmoins l'accès au marché du travail. Pas étonnant que dans ces conditions les femmes ayant fait des études constituent l'épine dorsale du mouvement féministe en Iran.

Ces mêmes études montrent que les travailleuses iraniennes tout en étant, comme les hommes, sous la coupe du régime islamo-capitaliste souffrent des inégalités suivantes :

- salaire inférieur à travail égal,
- concentration dans des cercles limités du monde du travail,
- participation inégale dans les processus décisionnels,
- des critères d'embauches inégaux,
- des possibilités inégales de formation et de spécialisation,

- accès inégal aux ressources de production,
- possibilité inégale de promotion professionnelle.

Un exemple montre le degré de la résistance du régime islamique concernant les parités hommes-femmes au travail. Après de longues campagnes, une loi est votée en 1993, c'est-à-dire 24 ans après la prise du pouvoir par les ayatollahs, concernant « les minima et maxima des salaires pour les hommes et les femmes mariés avec enfant » embauchés dans les établissements publics, sans distinction de sexe. Mais cela veut dire que c'est une parité seulement pour une partie des femmes travailleuses : celles qui sont dans le secteur public et uniquement celles qui ont des enfants ! Pour les autres qui sont sans enfant ou dans le secteur privé ? Désolé il n'y a rien prévu pour vous..

* Article écrit avec la collaboration d'Annick Coupé (Union syndicale Solidaires). Behrooz Farahany est un des animateurs de l'association SSTI www.iran-echo.com

Bibliographie : Marie Ladier-Fouladi, « *Iran, un monde de paradoxes* » (Atalante, 2009).

1. Extrait de M. Sodagar « Développement du capitalisme en Iran », tome II, page 673 (en persan).
2. Voir l'excellent article de G. Sepidroudi et H. Mohseni dans « *Inégalités sexuelle dans la classe ouvrière iranienne* » (2004).
3. Marie Ladier-Fouladi : « *Iran, un monde de paradoxes* », p. 63 (Atalante, 2009).